LA PREVENTION ET L'ACTION SOCIALE GLOBALE

Il apparait nécessaire d'affirmer d'emblée la distinction entre handicap et inadaptation.

Les outils et les moyens de la prévention existent, mais il manque une volonté politique pour qu'elle soit cohérente : QUE VEUT-ON PREVENIR, DANS QUEL BUT ?

Il s'avère que la simple application des textes existants relatifs au dépistage précoce (déficits sensoriels, troubles du métabolisme, malformations cardiaques, handicaps moteurs, etc..) permettra de mettre en oeuvre très vite les actions préventives de handicaps constitués, associant de façon active toutes les parties engagées : l'être déficitaire, la famille, les techniciens, l'école, etc..

Mais il serait vain de penser que ces mesures seront à elles seules suffisantes.

Afin de promouvoir des attitudes plus positives, il faut concevoir le "dépistage" non pas seulement en tant que constat des déficits, mais aussi, et surtout, en des termes prenant en compte les potentialités du sujet et de son environnement. Le discours médical sur les manques et les limites s'efface alors devant l'action de divers techniciens mettant l'accent sur les possibilités et les moyens d'évolution.

En ce qui concerne les C.D.E.S., on constate :

- 1 - qu'une seule C.D.E.S. pour un département à forte population peut difficilement étudier à fond les problèmes et ne peut trop souvent qu'entériner les propositions de l'équipe technique. L'A.N.C.E. propose que dans un département où la démographie l'exige, des antennes de la C.D.E.S. soient créées
- 2 - que trop souvent la C.D.E.S. et ses différentes instances ne traitent que des problèmes ponctuels et ne mettent pas en oeuvre une véritable politique (étude des besoins, suivi des actions entreprises, contrôle de la durée de séjour, voies et moyens de l'intégration...). L'A.N.C.E. souhaite que les C.D.E.S. prennent le temps de réfléchir à ces problèmes.

L'A.N.C.E. rejette les étiquetages entraînant des orientations qui deviennent définitives par l'absence de révisions régulières de la mesure initiale.

Nous préconisons :

- qu'une instance pluridisciplinaire soit mise en place afin de permettre des décisions d'urgence et surtout leur suivi (cas sociaux)
- que des mesures soient prises afin que les "signalements" interviennent assez tôt pour éviter les situations irréversibles.

../..